

Newsletter n°16 : Crise du multilatéralisme, retour des quotas laitiers, exception agri-culturelle, sécurité alimentaire en Afrique, modèle coréen

Bonjour,

Le multilatéralisme bute depuis dix ans sur les questions agricoles, pourtant l'Union européenne peine à être force de propositions. Dans le même temps, elle fait œuvre d'un activisme certain en multipliant des accords bilatéraux (CETA, Mercosur, etc.). Dans [cet article, de Frédéric Courleux, publié dans la revue Paysans et Société](#), nous soutenons l'idée que **la fuite en avant dans les accords bilatéraux est le moyen pour la Commission européenne de conserver un leadership idéologique pour ne pas avoir à reconnaître sa responsabilité dans le blocage du multilatéralisme**. Cette position est intenable pour l'agriculture européenne et met en danger la construction européenne.

La prochaine Commission arrivera-t-elle à dépasser cette contradiction ? Il faut l'espérer. L'enjeu climatique peut-il être l'occasion d'une reconception du logiciel politique européen ? Dans son discours de candidature devant le Parlement européen, **la nouvelle Présidente Ursula von der Leyen a fait preuve de volontarisme en promouvant notamment un Green Deal européen**. A l'instar des Etats-Unis où Green New Deal rime avec retour de la maîtrise de l'offre en agriculture, au moins parmi les principaux candidats démocrates à l'investiture, va-t-on assister à une réhabilitation des quotas de production dans la PAC ? On ne peut que souhaiter **le retour des quotas, notamment laitiers, tant ce type d'instruments a la faculté de gérer conjointement des ressources naturelles et l'équilibre des marchés**.

Cette potentielle reconfiguration du logiciel politique européen passerait également par une [révision de la politique commerciale de l'UE comme le défendent l'Institut Veblen et la Fondation pour la Nature et pour l'Homme dans un récent rapport](#). Les questions agricoles avec notamment la promotion de l'exception agri-culturelle ainsi que les enjeux entourant les tribunaux d'arbitrage Etat-investisseur y sont particulièrement bien traités.

Nous souhaitons également porter à votre connaissance [propose de lier changement climatique et sécurité alimentaire](#). Constatant l'amplification du déficit commercial de l'Afrique en matière alimentaire, la capacité du berceau de l'humanité à assurer sa sécurité alimentaire devient d'autant plus tributaire de chocs climatiques que rien n'a été fait entrepris par la communauté internationale pour stabiliser les cours des marchés internationaux depuis une décennie.

Enfin, nous relevons que [la Banque Africaine de Développement \(BAD\) propose de s'intéresser à la trajectoire des politiques agricoles en Corée du Sud depuis les années 1960](#) pour soutenir l'idée que développement agricole et sécurité alimentaire sont des préalables au développement économique.

Bonne lecture !